

Une nouvelle forme de développement avec les territoires ruraux ?

Respectable Loge, Garibaldi, Orient de Nice, Région 2

Mots-clefs : Ruralité, Développement, Territoire, Services publics, Fiscalité

Zones urbaines et zones rurales : une disparité toujours plus importante

Au fil des années les territoires ruraux ont subi de grands chocs. Le développement de l'agriculture intensive, l'augmentation de la part du secteur tertiaire, en général dans les zones urbaines, sont des conséquences majeures de la migration de la population vers les villes. Aujourd'hui, sur 66 500 000 habitants dans 34400 Communes, 80% des citoyens vivent en zones urbaines. Fort de ce constat, l'Etat, dans le cadre de la lutte contre les déficits, a prioritairement supprimé les services publics en zones rurales, accentuant ainsi cette « migration ».

Cette disparition des services publics de proximité (écoles, gendarmeries, trésoreries, Poste, hôpitaux, maternités), sans oublier le non renouvellement des médecins de campagne accentuée par « effet domino » la fuite des petits commerces et espaces de vie collectifs, rendant de moins en moins attractif les petits bourgs et villages. Un rééquilibrage par la puissance publique est souhaitable pour rendre nos campagnes moins déshumanisées et plus simples à vivre.

Le réchauffement climatique est à l'origine d'une nouvelle prise de conscience même si celle-ci a mis du temps pour commencer se « mettre en place ». René Dumont et même avant qu'il ne se présente aux élections présidentielles en 1974, faisait déjà partie des premiers lanceurs d'alerte.

Mais les signes de dégradation augmentent et c'est durant cette nouvelle crise sanitaire que le confinement a engendré de nouveaux débats sur « Un Monde d'Après ». Les citoyens ont (re)découvert les bienfaits de la vie à la campagne, possible aussi grâce au télétravail (pour certaines professions). Pour mémoire, 1,2 millions de personnes avaient quitté Paris en moins d'une semaine, soit 17 % de la population du Grand Paris.

Dans cette quête sur l'éventualité d'une vie différente, alors que la politique générale du pays est pensée pour la ville, on a découvert que ceux qui vivaient à la campagne avaient pu mettre en place leurs propres solutions dans nombres de domaines et que la solidarité pouvait y être plus importante que dans l'anonymat d'une grande ville. Cette migration rurale a également mis en exergue l'importance du digital dans le secteur tertiaire et les limites du déploiement de la fibre en zone rurale.

L'état a fait le choix de laisser les opérateurs « s'installer » sur les **zones les plus rentables**. Les zones rurales ont été laissées aux collectivités pour construire les réseaux d'initiative publique. Ceci explique les 2 ans de retard du déploiement de la fibre et donc la possible réticence de citoyens souhaitant s'installer dans un village.

A ce jour les collectivités publiques ont du mal à élaborer une planification de ce redéploiement. Comment faire profiter de cette opportunité d'accueillir des consommateurs de proximité pour développer en parallèle une agriculture bio qui va aller dans le sens du développement durable ? Comment redessiner le paysage, qui n'est pas toujours idyllique en raison de pratiques encore tenaces (herbicides, fongicides) ? Comment vanter les bienfaits de la forêt alors que celle-ci se meurt faute d'eau ?

Un début de prise de conscience et de débats

Un débat difficile est engagé qui, déjà, se heurte à l'opposition entre « rats de villes et ceux des champs ».

- limitation de la vitesse sur les routes départementales.
- différence d'écoute des élus selon la taille des villes, pour intervenir sur une fermeture d'entreprise et la perte d'emplois
- poursuite de la perte de terrains agricoles au profit de zones commerciales dans la très grande couronne parisienne. (cf article Canard Enchaîné du 20.9)
- Réactions en faveur de la cause animale (à juste raison) grâce aux vidéos de L214 mais aucun soutien aux agriculteurs-éleveurs souhaitant que l'abattage se fasse à la ferme.
- PLU pas toujours adaptés pour des constructions en zones rurales

Pour autant la prise de conscience est bien là. Intellectuels, économistes débattent en publiant leurs idées (ex : guillaume Faburel « Pour en finir avec les grandes villes » et à l'inverse, Rob Hopkins, fondateur du mouvement international « villes en transition » pense que les métropoles ont encore de l'avenir si elles font preuve d'imagination). De son côté, le gouvernement semble avoir mesuré l'impact de la disparition des services publics sur la désertification des campagnes et annonce des petites mesures de délocalisation. Suffiront-elles ?

Mieux gérer l'avenir

Même si la nomination de François Bayrou comme Haut Commissaire au Plan, est un jeu d'alliances politiques, il est permis de penser que cette idée du « Monde d'Avant » va dans le bon sens, car « gouverner c'est prévoir » donc penser à long terme et non plus être dans l'immédiateté. Nous avons besoin de nous projeter, de construire des bases et cela demande du temps. C'est une façon de mobiliser le citoyen pour lui (re)donner espoir.

Le développement des territoires ruraux doit passer par une volonté politique nationale car, sur ce point, nombre de décisions ne dépendent pas de l'UE mais de choix de politiques intérieures.

En ce sens le GODF a son rôle à jouer. Mais depuis sa création, le monde a changé. Et nous parlons d'une nouvelle organisation de notre pays, voire mondiale.

Aussi, à l'image des « influenceurs », il conviendrait de pouvoir communiquer d'une façon différente. Ne plus apparaître comme une secte secrète mais comme une force de pensées, réactive aux problèmes, à l'avenir de notre société, de l'évolution de l'avenir de l'humanité.

Nous proposons que la puissance publique agisse :

- **Dans le domaine agricole**, aide des petites exploitations voulant respecter une « éthique » de production. Qu'elle facilite et encourage fiscalement les filières Bio (légumes, céréales, viandes) afin de redonner vie aux sols détruits par les produits chimiques, ainsi que les circuits « courts »
- **Avec une politique plus ambitieuse de décentralisation** pour relocaliser les services publics et créer des emplois (sur ce point, il convient de ne pas oublier l'ONF pour la gestion des forêts). Les régions, les départements, les communes doivent avoir un pouvoir de décision pour encourager le développement des nœuds de vie ruraux
- **Avec une fiscalité attractive** pour les résidences principales (exonération totale du foncier et taxe habitation), et pour les petits exploitants (< 20 personnes, petites surfaces bio « permacultures), en supprimant toutes les subventions aux entreprises de +50 salariés afin de faciliter les développements primaires, secondaires et tertiaires des petites structures à taille plus humaine.
- **Que les Référendum d'Initiative Partagée** soient plus présents dans le quotidien du citoyen pour lui donner plus de poids, l'inciter à prendre une part plus active dans la vie démocratique.

Au-delà de la conscience que le développement de la France ne peut se réaliser sans celui des territoires ruraux, prendre des mesures rapides, fortes et cohérentes favorisant l'agriculture locale et la vie à la campagne